

Mentions légales

Conformément aux dispositions des Articles 6-III et 19 de la Loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la Confiance dans l'économie numérique, dite L.C.E.N., il est porté à la connaissance des Utilisateurs du site www.medor-et-mistigri.fr les présentes mentions légales.

La connexion et la navigation sur le site www.medor-et-mistigri.fr par l'Utilisateur implique acceptation intégrale et sans réserve des présentes mentions légales.

Ces dernières sont accessibles sur le site à les rubriques « Association » et « Mentions légales ».

ARTICLE 1 : L'éditeur

L'édition du site www.medor-et-mistigri.fr est assurée par l'association Loi 1901 « Médor et Mistigri » au capital de 0 euros, immatriculée sous le RNA n° W951006279 et le SIRET n° 882701204 dont le siège social est situé au 30, rue du Professeur Calmette 95530 La Frette-Sur-Seine, téléphone : 07 66 84 06 96, adresse e-mail : contact@medor-et-mistigri.fr.

Le Directeur de la publication est Céline Bideaux

ARTICLE 2 : L'hébergeur

L'hébergeur du site www.medor-et-mistigri.fr est la Société IONOS by 1&1, dont le siège social est situé au 7, place de la Gare BP 70109 57200 Sarreguemines Cedex, avec le numéro de téléphone : 0970 808 911.

ARTICLE 3 : Accès au site

Le site est accessible par tout endroit, 7j/7, 24h/24 sauf cas de force majeure, interruption programmée ou non et pouvant découlant d'une nécessité de maintenance.

En cas de modification, interruption ou suspension des services le site www.medor-et-mistigri.fr ne saurait être tenu responsable.

ARTICLE 4 : Collecte des données

Le site est exempté de déclaration à la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) dans la mesure où il ne collecte aucune donnée concernant les utilisateurs.

ARTICLE 5 : Cookies

Aucun cookie n'est utilisé par le site www.medor-et-mistigri.fr.

ARTICLE 6 : Propriété intellectuelle

Toute utilisation, reproduction, diffusion, commercialisation, modification de toute ou partie du site www.medor-et-mistigri.fr, sans autorisation de l'Editeur est prohibée et pourra entraîner des actions et poursuites judiciaires telles que notamment prévues par le Code de la propriété intellectuelle et le Code civil.